



**Les chiffres, c'est bien : l'humain, c'est mieux !**

**Ils nous parlent « finances publiques » : répondons-leur « service public ».**

La situation financière catastrophique de la Ville de Bourges **n'est pas due aux dépenses salariales** mais à des choix d'investissement qui se sont révélés désastreux financièrement.

Ainsi, le Conservatoire de musique et de danse, le Centre nautique, le Palais des sports du Prado et, plus récemment, le chantier de la Maison de la culture sont des projets dont nous ne contestons pas tant l'utilité que l'impact dramatique sur la dette de la Ville.

D'autres choix de gestion s'avèrent calamiteux. C'est le cas de la délégation de service public (DSP), qui laisse la gestion d'un service à un opérateur privé mais qui coûte plus cher à la Ville au final (ex : la Patinoire).

Les **agents** de la Ville de Bourges et de l'agglo **ne sont pas des chiffres, des lignes budgétaires, ni des coûts et encore moins des variables d'ajustement : leurs missions non plus !** Derrière les chiffres, il y a des réalités : celles du service public et celles de ses agents, ceux que l'on appelle les « fonctionnaires ».

On peut dire que le service public est un véritable **outil de redistribution des richesses, donc un outil de solidarité, donc un outil de lutte contre les inégalités, et donc un formidable instrument de justice sociale.** Finalement, **contribuables, usagers ou agents** de la Ville de Bourges et de l'agglo, nous avons **donc tous le même intérêt : la présence et la pérennité de services publics de qualité.**

C'est pourquoi nous, agents de la Ville de Bourges et de l'agglo, **refusons :**

- les coupes supplémentaires dans les budgets de fonctionnement de nos services : Monsieur le Maire nous annonce -20 % cette année (ce qui peut faire jusqu'à -40 % sur le cumul de ces dernières années dans certains services, par ex. les Bibliothèques) après plusieurs années consécutives de baisse... Cela va entraîner la dégradation du service rendu à la population, voire la suppression de certains services, ainsi que la création (ou l'aggravation) d'inégalités entre les quartiers.
- le non-remplacement systématique des agents qui partent en retraite : cette formule administrative cache en fait des suppressions de postes, qui sont autant de réductions du service rendu à la population, mais aussi des opportunités d'insertion en moins pour les jeunes en recherche d'emploi. Ce choix politique a donc des conséquences désastreuses pour tous : de graves pertes pour la Ville (effectifs et compétences), les usagers (services) et l'emploi des jeunes.

Le service public et les fonctionnaires ne sont donc pas le problème mais bien la solution ! **Le service public a un coût mais il n'a pas de prix.**

**On ne peut donc pas construire de politique municipale ambitieuse (qu'elle soit culturelle, éducative, sociale, environnementale, sportive, et même économique) uniquement avec des économies et des réductions de coûts : il faut reposer la question du sens de l'action publique en replaçant au centre la qualité de vie de la population.**

**N'oublions pas que la qualité de vie ne se mesure pas avec des chiffres...**